Editorial : Pressions providentielles

by Kiran Ramsahaye on 2012-06-15 02:36:00

Lors de la conférence internationale du travail à Genève, le ministre Shakeel Mohamed a déclaré qu'en dépit de la situation économique difficile dans le monde, Maurice a non seulement pu maintenir l'État providence en assurant la gratuité des soins de santé publique, de l'enseignement et du transport gratuit pour les étudiants, les personnes âgées ainsi que la sécurité sociale mais va plus loin encore en consolidant la protection sociale.

Cette déclaration vient à un moment où la Banque mondiale et le Fonds monétaire international exercent de fortes pressions pour que le gouvernement mauricien revoie sa politique de prestations sociales dans le contexte économique mondial difficile et de la crise de la zone euro en particulier. Il convient de se demander dans quelles mesures l'État mauricien peut continuer à pratiquer le modèle de socialisme actuel sans pour autant mettre en péril l'économie à terme. Jusqu'à quand, par exemple, le pays, avec son tableau de bord économique peu brillant, pourra-t-il soutenir des prestations sociales et de généreuses subventions universelles ?

Serait-il insensé de proposer l'abolition des subsides tels qu'ils sont accordés actuellement à l'ensemble de la population, indistinctement des considérations socio-économiques, sachant que ce sont les riches qui en bénéficient au détriment de ceux qui les méritent le plus? Et si alternativement on introduisait une formule qui serait la plus rapprochée du concept de 'l'income support' aux citoyens défavorisés qui ont besoin d'une assistance bien plus soutenue de l'État ?

C'est un fait qu'avec des revenus par tête d'habitant tournant autour de 8 500 dollars, pas moins de 75 % des subsides sur le gaz ménager vont aux familles qui peuvent se passer d'un tel apport financier. Est-il normal, par exemple, qu'une famille percevant des revenus de Rs 50 000 à monter bénéficie des mêmes subventions qu'une famille touchant moins de Rs 15 000 ? De quelle justice sociale parle-t-on ?

Il convient de rappeler que les subsides sur le riz, la farine, le gaz ménager et le transport gratuit destiné aux étudiants et aux membres du troisième âge, indistinctement de leurs situations économiques, bouffent environ Rs2 milliards annuellement.

N'est-il pas impérieux de revoir la formule de l'État providence dans le contexte économique actuel ? Cette question est malheureusement devenue taboue. A chaque fois qu'elle est évoquée, elle génère des passions les plus profondes obstruant ainsi toute démarche vers le rationnel même si c'est un fait que la majorité des bénéficiaires du riz ration fortement subventionné sont les animaux, essentiellement des chiens appartenant aux propriétaires aisés qui ont le moyen de payer cette denrée à un prix non subventionné.

Sous ce même chapitre, il faut se demander si le principe de pension de vieillesse universelle tient encore la route. Doit-on continuer à offrir cette prestation à ceux qui touchent plusieurs dizaines, sinon des centaines de milliers de roupies soit comme salaires/honoraires/rétributions, soit comme pension de retraite, intérêts bancaires ou autres rentes ? Alors que ceux qui n'ont pas de quoi manger se voient dans l'obligation de se fier uniquement sur la maigre pension que leur accorde l'État. Ne serait-il pas juste d'abolir la pension de vieillesse à ceux qui en ont les moyens et d'accorder une somme bien plus importante à ceux au bas de l'échelle ?

Dans le contexte d'un environnement économique mondial réfractaire aux prestations sociales trop généreuses, il serait de plus en plus difficile pour Maurice de résister aux pressions des institutions internationales pour une rationalisation de son État providence.

Mais aura-t-on le courage de lancer un débat sur toute cette question ?